

Nora HUSSON

Merci. Avant de lancer le débat, je voudrais synthétiser quelques idées. Tout d'abord remercier nos intervenantes. Merci à chacune de vos interventions riches et percutantes. Je pense qu'on a tous été marqués par les expériences qui nous ont été présentées. En effet, s'interroger sur les enjeux actuels de la laïcité à partir des pratiques professionnelles tant au niveau du champ éducatif qu'au niveau social ou associatif, qui, chacun à leur place, font face à une remise en cause permanente par l'intermédiaire de manifestations et de revendications identitaires est aujourd'hui fondamental. Nous avons donc tenté dans cette table ronde de répondre à plusieurs questions, tout en les mettant en perspective. Comment ces situations vécues interrogent nos pratiques, notre éthique, notre déontologie ? Je reprends des termes qui ont été employés par nos intervenantes. Comment est-ce que chacun s'y prend pour lutter contre toutes les formes de discrimination qui conduisent les femmes à être stigmatisées dans le mépris - j'emploie encore des termes qui ont été donnés tout à l'heure - et la déshumanisation des femmes ?

Finalement des actions concrètes peuvent être mises en place. Nous avons chacune à l'intérieur de nos structures, de nos institutions et associations, des ressources qu'il faut aller chercher dans la lutte contre les violences faites aux femmes, dans la lutte contre les violences religieuses et les violences politiques pour maintenir le lien social et articuler ce principe de laïcité avec la lutte contre le sexisme et bien sûr pour garantir les droits des femmes. Je voudrais encore une fois remercier chacune des intervenantes. Je remercie aussi le public parce que vous avez été très attentifs lors de cette table ronde. On va prendre un petit peu de temps pour échanger.

Merci de vous présenter, peut-être d'adresser la question à une des intervenantes pour que les réponses puissent être efficaces et que chacun puisse y retrouver son compte. Merci de poser des questions courtes.

De la salle

Je remercie toutes les intervenantes qui se sont exprimées cette après-midi. J'aurais souhaité avant que nous nous séparions, que nous prenions une résolution que nous adresserions aux politiques pour leur demander un vrai débat sans concession sur la question de la laïcité.

Laure CAILLE

Je suis secrétaire générale de l'association « Libres Mariannes », membre du Collectif Laïque, qui, comme son nom l'indique, est un collectif d'associations laïques, et également membre de la CLEF (Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes). C'est vous dire combien la laïcité et les droits des femmes nous sont chers et combien l'articulation entre ces engagements devrait être, selon nous, une évidence, ce qui n'est, malheureusement, pas toujours le cas.

J'en viens à une question: sur un constat commun, absolument essentiel en matière de Laïcité et droits des femmes, **Laurence Cohen** et Laurence **Bonzani**, nous ont

proposé deux visions, assez différentes, par rapport à la force et à l'efficacité de la voie législative.

Laurence Cohen, a dit que la Loi, seule, ne pouvait rien sans de fortes mobilisations. Elle a cité la loi de 2004 d'interdiction de signes religieux ostensibles dans les établissements scolaires et en a questionné l'efficacité. Je m'excuse, nous avons là l'exemple même de la force de la Loi après les atermoiements, le renvoi au Conseil d'Etat et, in fine, le rejet de la responsabilité sur les équipes éducatives. La Loi est, par essence l'expression de la responsabilité de l'Etat, tout particulièrement en matière d'éducation et de laïcité. **Laurence Bonzani**, nous a dit, quant à elle, combien les enseignant/es étaient désemparés lorsque la force publique et l'Etat refusaient de prendre leurs responsabilités. Elle a très bien expliqué leur désarroi, les incidents se multipliant jusqu'à ce que la Loi de 2004 marque un coup d'arrêt et s'avère d'une efficacité remarquable.

De la salle

Bonjour, je suis de Nantes. J'appartiens à « Osez le féminisme ». Je suis professeure des écoles en Seine-Saint-Denis. Je trouve qu'on n'est pas assez strict sur l'application des lois de 2004 et 2010.

De la salle

Je suis représentante d'une association qui est à Dakar « Le cri du cœur des sans voix » qui unit des femmes pour empêcher des jeunes de partir sur les drogues. Je voudrais poser la question que Napoléon posait, transposée au sujet des femmes : « *Le féminisme, combien de divisions?* ».

On est dans un rapport de forces énorme. Je crois que c'est un vrai combat. Cette notion d'union, je ne la sens pas. Je trouve que le combat est un petit peu éparpillé, et qu'on ne peut pas s'abstraire d'un contexte international qui impacte très fort les mentalités générales. Cette notion d'« islamophobie » est même reprise par Madame **Christine Delphy**, qui ose aujourd'hui écrire des brûlots qui ne nous aident pas dans notre combat. C'était juste un témoignage. Je sens que nous ne sommes pas suffisamment unies et que le féminisme aujourd'hui doit prendre une force que j'ai pu connaître en 1970 et que je ne retrouve plus aujourd'hui. Je ne suis pas négative non plus. Merci.

De la salle

Bonjour, je voudrais demander l'avis de **Laurence Cohen** sur un point concernant les relations économiques avec les pays où les femmes sont obligées de se conformer aux lois islamiques et où le voile est imposé, l'Iran par exemple. Récemment, avec la signature d'un accord sur le nucléaire. Quel est votre avis sur cette relation ? Quand il y a des rencontres avec les hommes et les femmes des pays européens, et que **Madame Guigou** met un voile pour aller en Iran. Sur ce point-là, est-ce que vous avez eu des discussions ? Est-ce que vous avez une analyse ? Comment d'un côté on lutte contre le fondamentalisme et d'un autre côté on l'accepte.

De la salle

Je voudrais intervenir par rapport aux propos de **Madame Cohen**. Effectivement, il y a une réelle urgence en ce qui concerne les droits des femmes et des enfants, en corrélation avec la laïcité, et avec le formidable essor de l'extrémisme religieux et politique. Une mobilisation est plus que nécessaire, mais cette mobilisation, il faut qu'elle soit absolument unifiée et qu'on ait aussi nos outils. Je vous propose d'instaurer une journée mondiale de la laïcité pour lui donner de la visibilité. Pour les politiques, si on ne leur montre pas qu'on est vraiment une force, qu'on est là, qu'on est présentes, ça ne marchera pas. Tant qu'on laisse faire ces entraves à la laïcité et que le silence domine, je pense que ça ne permettra pas d'obtenir des gages politiques, alors qu'on est dans un pays laïc. Donc je propose une mobilisation forte. Merci.

De la salle

Je suis déléguée des parents d'élèves. J'ai trois adolescents. Je n'ai pas de filles, je n'ai que des garçons. Que peut-on faire en tant que politiques, mais aussi en tant que parents ?

Nora HUSSON

Pour répondre aux questions, je vais passer la parole à nos intervenantes. D'abord Otilia, notre médecin de service.

Otilia FERREIRA

Je vais répondre sur ce que l'on peut faire, dans mon domaine, vis-à-vis des jeunes. La réponse est très claire. La réponse n'est pas politique. Le collègue doit organiser, c'est la loi, trois séances annuelles d'éducation à la sexualité, et qu'elles ne soient pas détournées. Comme il y a des problématiques nouvelles qui sont apparues : la problématique de l'homophobie, la problématique de la tolérance, la problématique du harcèlement, l'Education nationale dit : « *Sur les heures d'échanges avec les élèves, vous allez traiter de l'homophobie, de la lutte contre les discriminations, du harcèlement...* ». Et la sexualité est complètement oubliée. Et les enfants arrivent au lycée aujourd'hui, et ne savent même pas comment fonctionne leur corps, les filles ce qu'elles peuvent refuser dans les relations amoureuses... Donc, exigeons de notre ministère qu'il donne aux établissements les moyens de conduire correctement ces heures d'éducation à la sexualité, par des professionnel/les de la santé sexuelle et reproductive, ou à des associations comme le Planning familial. (*Applaudissements*)

Laurence BONZANI

Je vais répondre brièvement sur plusieurs sujets. D'abord il faudrait organiser au niveau des politiques un débat sur la laïcité. Mais je ne vais pas vous mentir, c'est très compliqué, parce que la laïcité c'est vraiment un concept qui divise toutes les familles politiques. A l'intérieur de mon parti, EELV, on est très divisés. Donc c'est

vraiment difficile de l'organiser. Je le redis, pour moi, la loi est importante et indispensable, et on voit notamment l'utilité de la loi de mars 2004, qui nous a bien aidés dans les collèges.

La journée de la laïcité, c'est quelque chose qu'on peut organiser à l'intérieur de l'institution scolaire et notamment le 5 décembre, date anniversaire du vote de la loi de 1905. Et puis, que peuvent faire les parents ? Ils peuvent peut-être aussi organiser des groupes de parole, organiser des tables rondes avec des intervenant/es et faire venir les autres parents à l'école. Ceux qui ne viennent pas, en général, sont ceux qui pensent que l'école est fermée, et ont peur de venir. Je crois que c'est important de faire venir les parents à l'école et de discuter, d'engager les débats avec eux, notamment sur la laïcité.

Laurence COHEN

En réponse aux intervenantes qui ont parlé de la nécessité d'un débat, moi j'entends un débat citoyen, c'est-à-dire un débat qui permette effectivement d'avoir des éléments pour nourrir la laïcité. Cela s'appuie sur des politiques bien évidemment, mais je crois que c'est cela qu'il faut essayer de faire vivre au quotidien, parce qu'aujourd'hui, les questions de laïcité sont soumises finalement à des petites phrases des uns et des autres mais pas à de vraies réflexions en lien avec les enjeux d'aujourd'hui.

C'est-à-dire qu'à partir des propos de **Nicolas Sarkozy** ou de **Marine Le Pen**, tout de suite les médias vont s'en emparer et les questions de laïcité vont être instrumentalisées. Ce n'est pas un vrai débat. Ce n'est pas un débat renseigné, ce n'est pas un débat serein. Et c'est en cela que je disais qu'en tant que législatrice, je défends la loi comme point d'appui. Simplement ce que je veux dire, c'est qu'elle ne vient pas en amont, elle vient en complément et suite à une mobilisation.

Quand je parlais des lois de 2004 et de 2010, je voulais dire qu'elles ont apporté, surtout celle de 2004 d'ailleurs, pour les enseignant.e.s la possibilité d'en référer à la loi, ce qui est déjà pas mal. Aujourd'hui légiférer à nouveau sur la laïcité, c'est ce que certaines d'entre vous nous demandent, serait malvenu parce que nous sommes dans un climat nauséabond et qui ne part pas d'un débat renseigné.

Quelqu'un m'a interrogée sur ce que je pensais des relations économiques avec les pays, notamment avec l'Iran, qui bafouent les droits des femmes. Je ne peux qu'être choquée qu'un pays comme la France privilégie ses échanges commerciaux au plan international au détriment des droits humains.

Vous avez donné l'exemple de l'Iran, moi j'ai été choquée par ce qui est dit, aujourd'hui, dans l'actualité par rapport à la COP 21. On encense le Pérou et son président. Ce serait un grand défenseur de l'écologie. Je suis allée au Pérou, j'ai vu, dans la région de Cajamarca, des multinationales qui pratiquent l'extraction minière et qui empoisonnent l'eau, spolient les paysannes et les paysans. Qui en parle en France ? J'ai pourtant interpellé la ministre de l'écologie et le ministre des Affaires étrangères !

Evidemment, je ne trouve pas normal qu'il puisse y avoir des relations économiques sans que la France puisse dire un mot fort sur la scène internationale, sur les manquements aux droits humains, et notamment aux droits des femmes.

Nora HUSSON

Merci. L'heure de la pause est arrivée. Nous reprendrons à 17 heures pour la projection du film de Nadia EL FANI « *Laïcité, Inch'allah* ».